

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2102

Edition du 30 novembre 2015

DANS CE NUMÉRO

Election du Conseil fédéral: la discipline liberticide de l'UDC (Jean-Daniel Delley) Une souricière pour venger la non-réélection de Blocher

Les musulmans en Suisse: quel problème? (Albert Tille)

Un portrait, vus par eux-mêmes et comme on les voit - mais qui date de six ans

Une heure par mètre carré: échange espace contre petits services (Sabine Estier) Une proposition originale pour augmenter le logement étudiant sans construire et en créant du lien social

Le tourbillon numérique ou la énième fin du travail (François-Xavier Viallon) La numérisation de l'économie et de nos rapports sociaux constitue un défi majeur pour l'emploi présent et futur et appelle une réglementation spécifique du secteur

De gros nuages à l'horizon des médias suisses (Invité: Jacques Vallotton) Entre développement de la numérisation et chute de la qualité de l'information

Election du Conseil fédéral: la discipline liberticide de l'UDC

Une souricière pour venger la non-réélection de Blocher

Jean-Daniel Delley - 28 novembre 2015 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/28493

C'est l'histoire d'un plan de communication élaboré soigneusement et de longue date. C'est aussi l'histoire d'une souricière dans laquelle les parlementaires sont priés de s'introduire... librement.

L'UDC a mis en place au printemps 2014 déjà l'entreprise de reconquête de son deuxième siège gouvernemental.

Elle a tiré les leçons du piètre spectacle d'improvisation qu'elle avait livré en 2011: ses dirigeants, insatisfaits des candidatures proposées par les sections cantonales, avait lancé au dernier moment le Zurichois Bruno Zuppiger. Mais une semaine avant le jour J, l'hebdomadaire *Die Weltwoche* révélait que le prétendant s'était rendu coupable de captation d'héritage. Sortie sans gloire du candidat.

Pour parer à toute surprise, le parti a donc désigné une commission dite de recherche, chargée d'examiner les propositions des sections cantonales et de sélectionner les papables à l'intention du groupe parlementaire. La présence dans cette commission d'Adrian Amstutz, chef du groupe, et de Walter Frey, ancien conseiller national et proche de Blocher, devait garantir des choix orthodoxes.

Comme il est essentiel

d'occuper sans relâche le terrain médiatique, y compris durant l'été, le président de l'UDC Toni Brunner, pourtant conscient du refus qu'il allait essuyer, lançait en août 2015 le nom d'Adrian Amstutz, lequel bien sûr déclinait l'offre. Puis ce fut au tour de Christoph Blocher de pousser Toni Brunner lui-même, «le candidat idéal». Sans plus de succès. On voit la manœuvre: évoquer des candidats de la ligne dure, qui en réalité ne veulent pas du job, pour ensuite se replier sur d'autres noms plus «présentables», preuve que le parti sait arrondir les angles lorsqu'il s'agit de prendre pleinement sa part de la responsabilité gouvernementale.

En novembre, la commission de recherche transmet au groupe parlementaire une liste de onze papables, Parmi eux, Thomas Aeschi, un candidat de dernière minute. En effet, la section zougoise s'est prononcée le 13 octobre en faveur du conseiller d'Etat Heinz Tännler. Lequel renonce le 21, sans explication, si ce n'est que son passage en tant que chef juriste à la Fifa fait l'objet de critiques. Le 22 octobre déjà, la Weltwoche présente Aeschi comme le candidat idéal et celui-ci est aussitôt adoubé par un vote par courriel du comité de la section.

Longtemps le Grison Heinz

Brand a fait figure de grand favori. Chef de la police cantonale des étrangers avant d'être élu au Conseil national, il devait ravir la tête du département fédéral de justice et police à Simonetta Sommaruga, la bête noire de l'UDC, et conduire enfin une politique migratoire plus ferme. On allait voir ce qu'on allait voir! Est-ce le soudain flux de réfugiés de cet automne - les slogans ne suffiront pas à y répondre - qui a changé la donne? C'est maintenant le jeune Zougois qui porte les espoirs de l'UDC et qui est prédestiné à assainir les finances fédérales.

Il ne manque plus qu'un élément pour achever la mise en place de la souricière. Les présidents du PDC et du PSS croient tendre un piège à l'UDC en l'enjoignant de présenter un candidat latin. Or cette exigence va permettre aux conservateurs nationalistes de maximiser les chances de leur candidat préféré. D'accord, rétorquent-ils, ce sera un ticket à trois représentant les régions linguistiques. Or le poids démographique de la Suisse francophone ne justifie pas un troisième magistrat romand. Quant au Tessin, il n'a à offrir gu'un élu de la Lega provocateur ayant pour l'occasion acquis précipitamment sa carte de l'UDC. La voie serait donc libre

pour Thomas Aeschi.

Après l'éjection de Blocher du Conseil fédéral et pour verrouiller la procédure, l'UDC a introduit dans ses statuts une disposition d'exclusion automatique de tout membre qui accepterait son élection sans être le candidat officiel du parti. Plus encore, les onze prétendants sélectionnés par la commission de recherche ont signé une déclaration selon laquelle ils refuseraient une élection s'ils n'étaient pas désignés par le groupe parlementaire. «Rester libre» proclamait le slogan de campagne de l'UDC. Sauf au

sein du parti et pour les membres de l'Assemblée fédérale.

Nous militons depuis longtemps pour que la participation de l'UDC au gouvernement soit assortie de conditions minimales (DP 1925). Mais le Parlement ne semble pas disposé à faire ce pas, tant prévalent les échanges de bons procédés – je te tolère, tu me tolères. Pour sauvegarder sa dignité, il devrait au moins refuser le chantage de l'UDC et élire le candidat de son choix, sans tenir compte des menaces.

Car la souricière imaginée pour venger la non-réélection de Blocher bafoue la compétence de l'Assemblée fédérale en lui substituant celle d'un parti. Elle bafoue également le droit d'éligibilité au Conseil fédéral, qui appartient à chaque citoyenne et citoyen. Elle bafoue enfin l'obligation faite aux élus de voter sans instructions.

Et si aucun candidat de l'UDC n'accepte son élection, le Parlement pourrait chercher ailleurs sur l'échiquier politique, là où la concordance a encore une signification.

Les musulmans en Suisse: quel problème?

Un portrait, vus par eux-mêmes et comme on les voit - mais qui date de six ans

Albert Tille - 26 novembre 2015 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/28482

Les attentats terroristes de Paris alertent l'Europe. Dans un amalgame plus ou moins conscient, l'islamophobie gagne partout du terrain. La Suisse ne fait pas exception.

Sa méfiance à l'égard de l'islam existe d'ailleurs depuis des années. Rappelons qu'en 2009, 57,5% des votants et une large majorité des cantons à l'exception de Bâle-Ville, Genève, Neuchâtel et Vaud ont accepté l'initiative contre les minarets.

Qui sont donc ces musulmans vivant en Suisse, vus par beaucoup comme un problème? Au-delà des craintes et des polémiques, une étude financée par le Fonds national suisse tente d'y répondre. Réalisée en 2009, elle n'a été publiée aux Presses polytechniques et universitaires romandes qu'en 2015. Six ans plus tard, ce portrait des musulmans pourrait nécessiter quelques retouches en raison notamment de l'arrivée de nouveaux migrants en provenance des pays arabes.

Cette étude réalisée par un groupe de l'Université de Genève a procédé par sondage. Et comme les quelque 450'000 musulmans de Suisse ne représentent pas un groupe homogène, les chercheurs ont constitué trois échantillons représentatifs de personnes se déclarant musulmanes issues de Turquie, de l'ex-Yougoslavie et du Maghreb.

La batterie de questions qui leur ont été posées l'a été également à un échantillon de Suisses non musulmans. C'est, pour faire court, les musulmans comme ils sont et comme on les voit.

Formation, travail

Les Turcs et les ex-Yougoslaves sont les premiers venus,

d'abord comme saisonniers vers la fin des années 60. Ils vivent très majoritairement en Suisse alémanique. Leur niveau d'éducation est inférieur à celui des Suisses, mais plus d'un tiers atteignent le niveau scolaire secondaire.

Les Maghrébins, qui vivent essentiellement en Suisse romande, ont un profil différent: francophones, ils travaillent pour plusieurs dans les institutions internationales, ont souvent quitté leur pays pour des raisons politiques. Ils ont un niveau d'éducation supérieur à l'échantillon des Suisses.

Les musulmans s'intègrent bien au marché du travail. Les hommes y exercent un emploi à plein temps à une fréquence équivalente à celle des Suisses. Les femmes travaillent plus souvent à plein temps et moins à temps partiel que les Suissesses.

Mais le taux des sans-emploi est systématiquement et nettement plus élevé chez les musulmans que chez les Suisses. Les Maghrébins sont tout particulièrement touchés, avec un taux de 10% pour les hommes et même de 20% pour les femmes. Explication de ces chiffres exceptionnellement élevés: les diplômes des Maghrébins acquis à l'étranger ne sont souvent pas reconnus en Suisse. Malgré leurs qualifications, ils peinent à trouver un emploi.

Dans la hiérarchie professionnelle, les musulmans sont un peu moins bien classés que les Suisses, mais la différence des salaires demeure nettement plus grande.

De ce point de vue, la situation des musulmans ne semble guère différente de celle des autres étrangers vivant en Suisse. Le facteur religieux ne jouerait pas de rôle dans leur participation au monde du travail. Les chercheurs ne peuvent cependant pas l'affirmer scientifiquement, car leur étude ne comporte pas une comparaison avec un échantillon de migrants non musulmans.

Liens sociaux, origine, discrimination

La religion et l'origine ethnique influencent significativement les liens sociaux des musulmans établis en Suisse.

Ils fondent famille entre eux. Les mariages ou unions mixtes (entre conjoints qui ne sont pas de la même origine et de la même religion musulmanes) sont rares: 4% chez les Turcs et les ex-Yougoslaves, contre 15% chez les Suisses. Les Maghrébins font une remarquable exception avec un quart de mixité. Ils se distinguent également très nettement par leur entourage social très ouvert: très peu de liens avec des nationaux et la moitié de leurs contacts avec des personnes d'une autre religion. En revanche, les Turcs et les ex-Yougoslaves vivent très largement entre eux.

La différence est nettement moindre concernant

l'attachement à leur pays d'origine. Plus de 80% des Turcs et ex-Yougoslaves ainsi que 70% des Maghrébins se rendent au moins une fois l'an dans le pays où ils conservent des liens.

Pratiquement tous les répondants au sondage se sont sentis victimes de discrimination au cours des douze derniers mois. Dans l'ordre, en raison de leur origine, de leur religion, de leur langue ou de la couleur de leur peau. Quelques différences: les Turcs sont plus handicapés par la connaissance de la langue; les ex-Yougoslaves n'ont pas de problème avec la couleur de leur peau; les Maghrébins souffrent en raison du stéréotype «Arabe, islamisme et terrorisme».

Compatibilité de l'islam avec la Suisse

Les étrangers musulmans sontils, en quelque sorte, plus étrangers à la Suisse que les autres migrants?

L'étude analyse l'étendue de leur croyance et l'influence que celle-ci exerce sur leurs rapports à la société suisse. De 10 à 15% des musulmans se déclarent croyants. C'est deux fois plus que les Suisses. Mais, à égalité avec les chrétiens, 1% seulement s'affirment «extrêmement religieux» (intégristes?). La très large majorité des musulmans interrogés se déclarent «très peu religieux» et fréquentent très peu les lieux de prière.

Ce qui n'empêche pas un nombre important d'entre eux de faire en privé plusieurs prières par jour, de respecter les règles alimentaires de l'islam et même de pratiquer le jeûne du Ramadan. Pour expliquer cette apparente contradiction, les experts estiment qu'il s'agit pour beaucoup de pratiques liées à la culture des pays d'origine des migrants, à une habitude de vie.

C'est comme les Suisses. Même non croyants, ils fêtent Noël!

Le rapport des musulmans avec

la société suisse démocratique et laïque et ses institutions sont bons. D'une manière relativement homogène pour les trois groupes interrogés, la confiance à l'égard du gouvernement, du Parlement, de la justice et de la police se trouve au niveau de 8 sur 10. Dans une même proportion, les musulmans jugent que les règles existantes doivent être respectées, même si celles-ci remettent partiellement en cause leurs libertés religieuses.

Ils estiment cependant très majoritairement qu'il faudrait

changer quelques règles pour leur permettre de respecter les pratiques de l'islam. Carrés musulmans dans les cimetières, autorisation du voile pour les élèves et possibilité d'ériger des minarets. Les Suisses ne sont d'accord avec leurs revendications que pour les cimetières.

L'étude publiée il y a quelques mois se base sur une enquête effectuée six ans plus tôt. Voilà donc le portrait, fait en 2009, des musulmans, vus par euxmêmes et vus par les Suisses. Une actualisation de cette étude serait bienvenue.

Une heure par mètre carré: échange espace contre petits services

Une proposition originale pour augmenter le logement étudiant sans construire et en créant du lien social

Sabine Estier - 30 novembre 2015 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/28499

Sabine Estier raconte ici le projet dont elle a été l'initiatrice et est, désormais, chargée de la mise en œuvre (Réd.)

A Genève, plus de 13'000 personnes vivent seules dans des logements de 5 ou 6 pièces (cuisine comprise). Au début du mois de septembre, environ 600 étudiants n'avaient pas encore trouvé de chambre.

Quant aux associations et institutions qui s'occupent de personnes âgées, elles constatent un isolement croissant, au point d'en avoir fait le 8 novembre dernier le thème d'une journée d'étude pour partager des stratégies de lutte contre ce phénomène. Vivre longtemps isolé, sans interactions sociales, semble en effet accélérer l'érosion de capacités cognitives et sociales et donc diminuer à terme la qualité de vie et la possibilité de maintien à domicile.

Un projet de logement intergénérationnel et convivial, lancé par l'Université de Genève, en partenariat avec Pro Senectute Genève et la Fondation BNP Paribas Suisse, propose un moyen de répondre à ces besoins croisés: il s'appelle 1h par m² - Un-e étudiant-e sous mon toit.

C'est à Cologne que j'ai appris l'existence d'un tel programme. Une amie apprenait l'espagnol avec une étudiante latino-américaine qu'elle logeait: pas de loyer, mais des moments de conversation dans la semaine. Aujourd'hui, les programmes Wohnen für Hilfe existent dans plus de 25 villes universitaires allemandes.

Il s'agit de troquer de l'espace contre de la présence active. Si je mets à disposition une chambre de 16 m², je reçois chaque mois seize heures d'aide (4h par semaine). Si j'offre 20 m², l'étudiant me donne cinq heures de son temps par semaine pour des activités que nous aurons convenues ensemble. Seul échange économique traditionnel: les charges (électricité, chauffage, eau chaude) sont couvertes à raison de cinq francs par m², afin que le logeur ne dépense pas plus que s'il vivait seul.

Ce concept tellement simple m'a séduite: il fallait l'importer à Genève!

L'intérêt d'un tel projet est de mobiliser des ressources existantes dans la communauté - espace chez des personnes qui vivent seules et temps chez des étudiants qui ont généralement peu de ressources financières -, tout en contribuant à résoudre un problème social important. De plus, si 1% seulement des habitants solitaires dans leurs grands logements genevois se déclarent intéressés par ce projet, c'est l'équivalent d'un foyer d'étudiants de 130

chambres qui est «construit» gratuitement.

Dépannage informatique, courses ou repassage, conversation en langue étrangère, accompagner à un rendez-vous ou une sortie, aide administrative, s'occuper d'animaux, cuisiner un repas: l'éventail est large et il suffit de se mettre d'accord sur les activités souhaitées. Toutefois, les soins à la personne sont exclus. Le programme est aussi ouvert aux familles; en fait, à toute personne qui dispose d'une chambre dans son logement.

La recherche de chambres chez l'habitant va commencer en janvier et le programme 1h par m^2 sera proposé aux étudiants qui s'inscriront à Genève à l'Université ou en HES pour la rentrée d'automne 2016.

Ce projet fait un pari: que l'envie de contact et d'échange, ainsi que la garantie offerte par le processus mis en place, l'emporteront sur les résistances normales à l'intrusion d'une personne étrangère dans son espace personnel. Pas d'avalanche de réponses aléatoires suivant une petite annonce; chaque logeuse ou logeur sera mis en contact avec un, deux, au maximum trois étudiants, intéressés par les activités souhaitées. Une convention d'hébergement détaillée sera signée après deux semaines d'essai et un suivi pourra être organisé, chaque fois qu'il sera demandé.

Le processus de recherche de chambres et la qualité souhaitée dans la mise en lien des hébergeurs et des hébergés a un coût. Séduite par l'aspect logement intergénérationnel, la Fondation BNP Paribas Suisse finance durant trois ans une grande partie du projet et l'Université de Genève met à disposition sa logistique, en accueillant le programme au sein de son Bureau du logement. Quant à Pro Senectute Genève, elle offre sa connaissance du monde des seniors.

L'idée est pétillante. Il ne reste plus qu'à la réaliser. Et à faire démentir la réputation de frilosité des Genevois!

Le tourbillon numérique ou la énième fin du travail

La numérisation de l'économie et de nos rapports sociaux constitue un défi majeur pour l'emploi présent et futur et appelle une réglementation spécifique du secteur

François-Xavier Viallon - 25 novembre 2015 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/28477

Depuis le 19e siècle, des prédictions relatives à la fin imminente du travail ont été faites à plusieurs reprises. La rationalisation du processus de production a conduit de nombreux secteurs d'activités à s'interroger sur leur avenir: l'agriculture, les tisserands, le

petit commerce.

L'ère numérique dans laquelle nous nous immergeons chaque jour davantage apporte elle aussi ses gains de productivité, notamment dans le traitement, le stockage et l'échange d'informations. A tel point que, du web 2.0 vulgarisé il y a moins de dix ans, nous sommes désormais passés à l'industrie 4.0. Vous n'avez pas fait vos mises à jour? Attention, vous risquez peut-être le chômage.

Les interconnexions entre espaces, objets et personnes augmentent continuellement, au travail comme dans la vie privée, créant une quantité faramineuse de données mises progressivement en lien jusqu'à créer un champ informationnel global et autonome. Ce champ ouvre de vastes possibilités que certaines personnes abordent de manière ludique, par exemple avec le pipotron.

D'autres, tels des pionniers, exploitent une quantité gigantesque de données à la croissance exponentielle. Ils participent d'un côté à l'amélioration des produits que nous consommons, de l'autre à une connaissance et à une surveillance toujours accrues de nos habitudes et besoins. Et l'exploitation de ce champ peut rapporter gros: le nombre croissant de «licornes», ces entreprises dont la valorisation estimée dépasse le milliard de dollars avant même leur entrée en bourse, symbolise l'ouverture d'un marché de biens et services numériques où une idée et quelques

milliers de lignes de code peuvent bouleverser tout un secteur de l'économie.

Quelles conséquences cela aura-t-il sur le travail? A court et moyen terme, deux chercheurs de l'Université d'Oxford estiment très probable l'automatisation ou l'importante réduction de plusieurs catégories d'emploi: par ordre décroissant de probabilité, ils nomment les télémarketeurs, les comptables, les vendeurs, les rédacteurs techniques, les agents immobiliers, les dactylos.

La morosité du marché du travail européen – surtout pour les jeunes – ne laisse pas présager d'améliorations globales dans les années à venir, mis à part les métiers de la santé et l'informatique qui ont le vent en poupe. Au point qu'au Japon, afin de pallier le manque de personnel, on s'apprête même à substituer des robots aux aidessoignantes.

Une fin du travail est en soi peu probable, en tout cas tant que la consommation – aujourd'hui essentiellement composée de services, bientôt en partie automatisés – poursuit son accroissement.

Le phénomène observé consisterait plus en une substitution progressive du travail par le capital, avec les problèmes de concentration et de redistribution de richesse que cela implique: les gagnants – inventeurs de licornes et détenteurs de capital –

accumulent et laissent sur le carreau les perdants – personnes aux qualifications non rentables. D'une certaine manière, l'augmentation constante du PIB en Europe ces 20 dernières années – excepté 2009 – couplée à la stagnation des salaires ainsi qu'à une remise en question toujours plus nette du droit du travail, des retraites et des autres formes de protection sociale illustrent déjà cette tendance.

Le rouleau-compresseur du progrès va-t-il casser le dos à celles et à ceux qui n'ont pas la souplesse de s'adapter ni l'aptitude à se requalifier? Afin de limiter les déboires financiers des plus mal lotis, certains militent en faveur d'un revenu de base inconditionnel. Version affranchie des carcans administratifs de l'aide sociale, ce concept reste pour l'instant très impopulaire, car il provoquerait une douloureuse entorse à notre conception du travail héritée de grand-papa.

Afin d'éviter un débat peu fructueux où la gauche (de la gauche?) plaiderait seule contre tous les autres partis politiques, ne devrions-nous pas plutôt réfléchir à un cadre réglementaire propice au développement numérique et permettant un partage plus équitable des bénéfices (DP 2071)?

La création de droits de propriété spécifiques aux codes des logiciels et des plans numériques d'objets physiques permettrait de repenser non seulement la distribution des rentes générées par ces lignes de code, mais également de favoriser une approche plus coopérative entre acteurs où le produit de l'un peut être utilisé par tout autre en vue de développer son propre produit.

Et peut-être cette capitalisation du travail permettra-t-elle de

réaliser la semaine de 15 heures prédite par <u>John</u> <u>Maynard Keynes</u> il y a plus de 80 ans.

De gros nuages à l'horizon des médias suisses

Entre développement de la numérisation et chute de la qualité de l'information

Invité: Jacques Vallotton - 24 novembre 2015 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/28469

Les Suisses consomment toujours plus d'informations en ligne, au détriment des médias traditionnels que sont les journaux, radios et chaînes de télévision.

Cette tendance de fond est confirmée par l'Institut de recherche Fög de l'Université de Zurich. Son sixième rapport annuel à l'origine de ce constat ne surprend pas et il suscite comme chaque fois des interrogations, voire des controverses, au sujet de l'évolution de la qualité des médias en Suisse.

On y apprend en particulier que les jeunes adultes de 16 à 29 ans s'informent de moins en moins à travers les médias classiques: presse imprimée, radio et télévision. Entre 2009 et 2015, la proportion de jeunes adultes consultant régulièrement les journaux imprimés par abonnement est passée de 44% à seulement 26%. Pour la télévision, cette part est passée de 65% à 39% et pour la radio, de 66% à 43%.

Autre fait significatif chez les

jeunes adultes: le recul de leur intérêt pour l'information proposée par les médias classiques n'est pas pour autant compensé par une utilisation accrue des médias en ligne; car l'information qu'ils consomment sur les réseaux est souvent de qualité médiocre, chargée d'émotion, événementielle et sans mise en perspective. Donc, l'attrait de l'information pour cette catégorie de jeunes adultes est en baisse de manière générale, quels que soient les vecteurs utilisés.

Le divertissement d'abord

L'Institut Fög étudie aussi l'évolution des médias helvétiques en examinant le type d'information proposé aux consommateurs. Il en ressort que la tendance générale est à l'augmentation des soft newsau détriment des hard news. Autrement dit les nouvelles de divertissement se développent beaucoup plus rapidement que les nouvelles considérées comme plus sérieuses. Ceci surtout à cause des réseaux sociaux principalement, mais

aussi des journaux gratuits, qui dominent le marché des deux côtés de la Sarine. Et ces derniers ne sont pas sans influencer indirectement les choix rédactionnels des autres quotidiens, qui craignent de perdre des lecteurs en n'offrant pas aussi de l'infodivertissement.

Comme le souligne le professeur Mark Eisenegger, de Fög, des thèmes politiques importants sont dorénavant moins bien traités, voire carrément laissés de côté, à l'exception remarquable, il est vrai, de l'initiative contre l'immigration de masse. Ainsi la question du secret bancaire en Suisse n'arrive-t-elle qu'au 74e rang des sujets répertoriés, la réforme de l'AVS qu'au 90e rang et la réforme de l'imposition des entreprises qu'au 133e rang.

Indépendamment du fait que de plus en plus de consommateurs sont attirés par des informations à contenus faciles et légers, des critères économiques peuvent expliquer aussi la tendance générale à une certaine «boulevardisation» de la presse suisse.

Ce genre de nouvelles, qui couvrent notamment les faits de société ou de la vie privée de stars de cinéma, de variété, de sports, etc., nécessite en général moins d'efforts rédactionnels avec en prime une part d'audience assurée.

Il en va tout autrement quand il s'agit de traiter des sujets politiques moins populaires que ceux liés à l'immigration. Souvent, faute de moyens, leur traitement reste assez rudimentaire. On se contente souvent de quelques interviews et les citoyens ont alors peu d'éléments pour se forger une opinion solide. Cela a été le cas, par exemple, avec l'initiative sur le diagnostic préimplantatoire, relève le professeur Mark Eisenegger, qui ajoute que la couverture de l'information régionale pâtit également de l'évolution en cours.

Ces constats somme toute assez sévères de la chute de qualité de l'information proposée par les médias ne sont pas partagés par tout le monde. D'aucuns vont jusqu'à critiquer la méthodologie choisie par les chercheurs de l'Université de Zurich et brandissent des exemples qui contredisent les résultats de l'étude.

Toutefois, au-delà de ce genre de controverses compréhensibles en regard des enjeux soulevés par la démarche, il existe quelques faits indéniables.

La concentration se poursuit

La numérisation du paysage médiatique helvétique se poursuit et affaiblit financièrement les médias classiques. Pour lutter contre l'érosion, les journaux ont développé en parallèle des sites web. Cependant, le succès n'est pas pour autant au rendez-vous. La propension à obtenir des informations en ligne sur des sites payants reste faible et les recettes publicitaires sont loin de correspondre aux attentes.

Ces difficultés structurelles conduisent à multiplier les synergies et les fusions dans la presse. Et, aujourd'hui, on constate ainsi qu'en Suisse romande, près de 80% de la presse est contrôlée par deux groupes seulement: Tamedia et Ringier. L'institut Fög ne cache pas qu'il déplore cette forte concentration de la presse dans notre pays.

Mais peut-on renverser cette tendance de fond? Cela paraît bien utopique. Car les changements brutaux à l'œuvre dans le paysage médiatique s'expliquent à l'évidence par la modification de paradigmes fondamentaux.

Pour Emily Bell, professeure à l'Université de Columbia à New York et spécialiste reconnue des nouveaux réseaux numériques, on doit prévoir le pire (*Das Magazin* n° 44, 30 octobre 2015). Les journaux imprimés sont encore solides.

Mais ils meurent lentement, affirme-t-elle. On se trouve au début d'une seconde révolution industrielle.

La plus grande faute des éditeurs de journaux, selon elle, est de vouloir garder des liens rédactionnels et budgétaires entre les entités de l'écrit et du numérique. Ce sont deux mondes totalement différents qui ne peuvent fonctionner de concert. Chacun a sa propre spécificité. Le journaliste web travaille avec d'autres outils et standards. On parle déjà de robot-journaliste, de journaliste-analyste des données et il n'est pas impossible qu'on en vienne bientôt à ce que des algorithmes établissent un nouvel art pour cette profession.

Pour l'instant, chaque jour ou presque des nouveautés techniques émergent du paysage numérique, plus ou moins innovantes et excitantes. Relevons à ce propos que les journalistes romands ne sont pas à la traîne, du moins au niveau de l'intérêt. On peut s'en rendre compte, par exemple, en participant au groupe fermé *Etre journaliste* au 21e siècle sur Facebook. Il est animé par Magali Philip, journaliste férue de datajournalisme et au courant des nouveautés qui fusent à jet numérique continu.

L'ombre des géants de l'Internet

Mais revenons à cette nouvelle révolution industrielle pour souligner que les enjeux à relever sont énormes. En voici deux majeurs: sur le web mondialisé, la primauté d'une langue, en l'occurrence l'anglais, paraît incontestable et incontournable.

Conséquence: l'essentiel de la publicité sera immanquablement attiré par cet idiome au détriment des autres, avec les conséquences que l'on devine.

De plus, les géants de l'Internet que sont Google, Apple, Facebook et d'autres lorgnent de plus en plus du côté de l'information et développent déjà des partenariats avec des éditeurs classiques. Ces gigantesques forces de frappe, appuyées sur des capacités financières incomparables, risquent de faire très mal et de laisser pas mal de cadavres au sein des groupes de presse traditionnels.

Conscients de la menace, la SSR, Ringier et Swisscom ont décidé cet été de regrouper leurs forces en commercialisant leurs offres de médias et leurs plateformes publicitaires au sein d'une nouvelle société afin de tendre vers une masse critique suffisante (DP 2092). Les grandes manœuvres ont ainsi démarré afin de tenter de garder au moins une part d'influence dans le paysage médiatique.

La presse helvétique arrivera--elle à jouer un rôle sur une scène mondialisée occupée par des protagonistes hyper-puissants? Les acteurs les plus entreprenants auront sans doute plus de chance de s'en sortir. Mais à quel prix? La qualité de l'information va--elle encore chuter? Questions pour l'instant sans réponse.

Aujourd'hui, ce sont surtout les incertitudes qui dominent sur ce que deviendra la presse dans notre pays et ailleurs.

Jacques Vallotton est journaliste, désormais retraité de la SSR, auteur de Jusqu'au bout des apparences. Un Adieu au journalisme. Autofiction, Vevey, Ed. de L'Aire, 2015

Ce magazine est publié par <u>Domaine Public</u>, Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre <u>licence CC</u>: publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur <u>domainepublic.ch</u> pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un <u>don</u>.

Index des liens

Election du Conseil fédéral: la discipline liberticide de l'UDC

http://www.weltwoche.ch/weiche/hinweisgesperrt.html?hidID=543320

http://www.swissinfo.ch/fre/amstutz-au-conseil-f%C3%A9d%C3%A9ral--pas-un-ballon-d-essai--dit-brunner/4 1605968

http://www.rts.ch/info/dossiers/2015/elections-federales/7192389-christoph-blocher-verrait-bien-toni-brunne r-au-conseil-federal.html

http://www.blick.ch/news/politik/svp-regierungsrat-heinz-taennler-der-mann-im-schatten-der-fifa-id4248665. html

http://www.udc.ch/actualites/conferences-de-presse/rester-libre/

http://www.domainepublic.ch/articles/18478

Les musulmans en Suisse: quel problème?

https://www.admin.ch/ch/f/pore/va/20091129/can547.html

http://www.ppur.org/produit/728/9782889150847/Les

Une heure par mètre carré: échange espace contre petits services

http://www.ge.ch/statistique/domaines/09/09_03/tableaux.asp#7

http://journeeisolement15.ch/

http://www.wohnenfuerhilfe.info/

Le tourbillon numérique ou la énième fin du travail

http://www.europe-en-france.gouv.fr/Centre-de-ressources/Seminaires-et-rencontres/Conference-de-Cluster-parlons-Industrie-4.0

http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-paul-baquiast/041214/des-systemes-cyber-physiques-au-systeme-meta http://www.domisse.fr/fun/management/pipotron.html

http://www.ictjournal.ch/fr-CH/News/2015/11/18/Les-entreprises-pechent-par-exces-de-confiance-face-au-tourbillon-digital.aspx?pa=2

http://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/academic/The_Future_of_Employment.pdf

http://www.ibtimes.co.uk/japan-meet-robear-robot-bear-nurse-that-can-lift-patients-into-wheelchairs-148933

http://www.economist.com/news/briefing/21594264-previous-technological-innovation-has-always-delivered-more-long-run-employment-not-less

http://www.domainepublic.ch/articles/27325

http://www.econ.yale.edu/smith/econ116a/keynes1.pdf

De gros nuages à l'horizon des médias suisses

http://www.foeg.uzh.ch/jahrbuch.html http://desktop.12app.ch/articles/22368360

https://www.facebook.com/groups/366952093515762/?fref=ts

http://www.domainepublic.ch/articles/28046